

**YVON BOURDET**

FIGURES

DE

LUKÁCS

*éditions anthropos*

1972

ENTRETIEN AVEC LUKÁCS

16 avril 1971

## ENTRETIEN AVEC LUKACS

Y. B. — *Je vous remercie beaucoup d'avoir accepté de parler avec moi en français.*

G. Lukács. — *Cependant, vous devez savoir que je parle très mal le français, avec un accent hongrois et avec une grammaire allemande. (Lukács rit de bon cœur.)*

Y. B. — *Ce n'est pas vrai. J'ai écouté votre interview à la Télévision française et vous vous exprimiez très bien.*

### I. — JUGEMENTS DE LUKACS SUR L'AUSTROMARXISME

Y. B. — *Je voudrais d'abord vous poser quelques questions sur l'austromarxisme : quand vous êtes allé à Vienne, après la seconde guerre mondiale et après la défaite de la République hongroise des conseils, avez-vous rencontré les socialistes autrichiens ?*

G. Lukács. — *Oui. J'étais en assez bonnes relations avec Otto Bauer. Mais il ne faut pas oublier la situation de l'époque : nous étions des émigrés avec qui, je veux dire contre qui le régime pouvait, à chaque instant, prendre des mesures pas tout à fait légales (1). Chacun d'entre nous avait dû donner à la police sa parole d'honneur qu'il ne se mêlerait en rien des affaires autrichiennes (2). Toutefois, comme cela se fait dans toutes*

(1) On dit, par exemple, qu'après leur arrivée en Autriche Béla Kun et un certain nombre de ses camarades furent internés à l'hôpital psychiatrique de Steinhof à Vienne, dans la section, il est vrai, des inoffensifs. Lukács fut aussi arrêté, mais il ne faisait pas partie du groupe Béla Kun.

(2) Il reste une trace de cette promesse sur l'honneur de Lukács dans les archives nationales autrichiennes (Haus-Hof- Staatsarchiv, Wien, Neues politisches Archiv, Klasse Ungarn, Faszikel 881, Polizeidirection in Wien, Pr. Z. - 1066/11).

les émigrations, j'avais néanmoins été chargé par le parti communiste hongrois de certains contacts, et en particulier j'avais reçu mandat du Parti d'intervenir auprès d'Otto Bauer chaque fois que l'un d'entre nous était menacé d'extradition, par exemple, et aussi pour parler de toute sorte d'autres affaires. Or, dans ces conversations, nous nous sommes très bien compris, parce qu'il était un social-démocrate inorthodoxe et que moi j'étais un communiste inorthodoxe ! Il y avait ainsi, entre nous, une possibilité de se comprendre, de se comprendre aussi un peu humainement et, de cette façon, les conversations que nous avions étaient toujours plus vastes et plus larges, débordaient toujours la question précise pour laquelle j'avais été dans la nécessité de venir le voir. Il n'en faudrait pas cependant conclure que j'étais en intimité (3) avec Otto Bauer, ce ne serait pas vrai, car, tout de même, la situation entre les deux partis était telle que chacun de nous ne pouvait franchir certaines limites, devait garder une certaine réserve par crainte que l'interlocuteur n'utilise politiquement la confiance d'un membre de l'autre parti. C'est pourquoi je ne peux pas dire que ces entretiens m'aient révélé les opinions intimes d'Otto Bauer ni ses véritables pensées politiques ; je ne peux donc rien rapporter à ce sujet, mais j'ai eu l'occasion de l'estimer comme un homme très honnête et très intelligent (4). Et nous avons eu de

(3) Il ne s'agit pas là d'une impression particulière à Lukács ; Otto Bauer était d'un naturel assez froid et il se montrait peu enclin à faire part de ses soucis et de ses doutes même à ses collègues du parti socialiste. (Cf. *Otto Bauer et la Révolution*, Paris, EDI, 1968, p. 23.)

(4) Dans ses écrits de la période viennoise, Lukács a fait plusieurs fois référence à l'intelligence d'Otto Bauer. Au cours de son étude sur « Rosa Luxembourgeois marxiste », en 1921, il trouve qu'Otto Bauer est le critique « le plus sérieux » de l'accumulation du capital et l'année suivante, toujours à propos de Rosa Luxembourgeois (« Remarques critiques sur la critique de la Révolution russe »), Otto Bauer est présenté comme « un des contradicteurs les plus intel-

bonnes conversations sur les différentes grandes questions du Mouvement, mais jamais sur des questions de politique actuelles si elles n'étaient pas précisément en relation avec la question pour laquelle j'étais venu le voir.

Y. B. — *Etes-vous resté longtemps à Vienne ?*

G. Lukács. — Assez longtemps ; je suis arrivé à Vienne en automne 1919 et j'en suis reparti à la fin de 1930.

Y. B. — *Pendant cette longue période, avez-vous fréquenté le Café Central de Vienne où Trotsky venait régulièrement avant la guerre de 1914 et qui était resté un lieu très vivant de rencontres entre intellectuels et révolutionnaires ?*

G. Lukács. — Non, il ne faut pas oublier que le parti communiste hongrois était un parti illégal en Autriche et que, pour préserver cette possibilité d'existence illégale, nous étions dans l'obligation de ne pas être trop en relations avec les gens. Certes, je connaissais beaucoup d'écrivains allemands, j'avais, par exemple, de bonnes relations d'amitié avec Richard Beer-Hofmann (5) et avec des écrivains de ce genre, mais on ne peut pas dire que j'aie participé vraiment à la vie littéraire de l'Autriche ; ce n'était pas vrai, j'étais bien trop occupé avec le mouvement communiste hongrois (6).

Y. B. — *Avez-vous aussi rencontré Max Adler ?*

G. Lukács. — Oui, oui, mais je n'avais pas de très bonnes relations avec Max Adler, car j'étais absolument

Agents des Bolcheviks » (in : *Histoire et conscience de classe*, Ed. de Minuit, p. 51 et p. 329). En 1924, pour Lukács, Otto Bauer reste un opportuniste « plus lucide » que d'autres (in : *Lénine*, E.D.L., p. 99).

(5) Richard Beer-Hofmann, né à Vienne en 1866, mort à New York en 1945, auteur dramatique, ami de Schnitzler et de Hofmannsthal ; avait subi l'influence de Freud. Avait été l'un des signataires de la pétition adressée à Seipel pour la libération de Lukács.

(6) Pour se persuader du bien-fondé de cette affirmation, il suffit de se reporter à la liste de ses écrits de cette époque dont il a été fait état plus haut.

opposé à son « kantianisme » et lui, de son côté, me regardait comme un marxiste dogmatique ; de cette façon, il n'y avait rien entre nous, rien qui pût donner naissance à une relation étroite comme celle que j'avais, par exemple, avec Otto Bauer. Ainsi, j'avais de bien meilleures relations avec Otto Bauer qu'avec Max Adler. Bien sûr, je le connaissais ; j'avais eu, en particulier, l'occasion de le rencontrer à propos des cours que nous donnions aux mêmes étudiants (7). Comme vous pouvez facilement le supposer, nous exprimions, dans nos cours, des opinions fort contradictoires et quelquefois je me suis entretenu avec Max Adler de ces problèmes et de nos divergences. Mais de là on ne peut aucunement conclure que j'avais de bonnes relations d'amitié, ni même que j'étais en relations étroites avec Max Adler.

Y. B. — *Ces désaccords avec Max Adler n'ont-ils jamais fait l'objet de discussions publiques, par exemple, en présence des étudiants ?*

G. Lukács. — Non, encore une fois, il faut se rappeler que nous étions des émigrés en Autriche ; nous n'avions pas le droit de nous mêler de questions politiques, de ce fait des discussions publiques avec des social-démocrates étaient pour nous quelque chose de tout à fait exclu.

Y. B. — *Aviez-vous lu les œuvres de Max Adler ?*

G. Lukács. — Oui, oui. Je les connaissais et, comme je vous l'ai dit, j'étais absolument contre parce que je ne pouvais pas accepter son « kantianisme » (8).

Y. B. — *Avez-vous aussi rencontré Friedrich Adler ?*

(7) Quand Lucien Goldmann arriva à Vienne, en 1931, le groupe des élèves et disciples de Max Adler y discutait encore si intensément *Histoire et conscience de classe* qu'au milieu d'eux Goldmann devint disciple de Lukács.

(8) Dans « Qu'est-ce que le marxisme orthodoxe ? », Max Adler est accusé de vouloir éliminer « de la manière peut-être la plus grotesque » la dialectique de la science prolétarienne. (*Histoire et conscience de classe*, éd. cit., p. 29.)

G. Lukács. — Non, jamais.

Y. B. — *Karl Renner non plus ?*

G. Lukács. — Karl Renner, je l'ai vu une ou deux fois, mais mon véritable contact avec le parti social-démocrate se faisait par Otto Bauer.

Y. B. — *Et parmi les penseurs plus obscurs, avez-vous parlé avec Julius Dickmann qui était proche du parti communiste autrichien ?*

G. Lukács. — Non, je ne le connais pas. Il faut savoir que nous étions, en ce temps-là, très occupés par la réorganisation du parti communiste hongrois ; non seulement cela nous donnait beaucoup de travail mais cela nous amenait à faire des choses qui mettaient en péril notre situation précaire d'émigrés qui bénéficient du droit d'asile. Nous devons faire la plus grande attention et prendre toutes les précautions pour que le gouvernement autrichien ne croie pas que nous complotions contre lui ; c'est pourquoi nous n'avions pas intérêt à établir d'une façon voyante des relations trop étroites avec le parti communiste autrichien ; nous ne nous rencontrions pas trop souvent ni tout à fait officiellement. Nous avons parlé avec l'un ou avec l'autre d'une façon plutôt informelle ; il ne fallait pas que ce que nous disions pût être utilisé contre nous. Certes, comme vous le savez, le parti communiste autrichien était très faible, mais il n'en était pas moins en concurrence avec le parti social-démocrate autrichien ; celui-ci n'aurait pu voir d'un bon œil des relations privilégiées entre les communistes hongrois et les communistes autrichiens (9). Il nous fallait donc prendre garde de ne pas nous mêler aux controverses ni aux luttes politiques qui divisaient le parti communiste et le parti social-démocrate autrichiens.

(9) D'autant plus que les socialistes autrichiens avaient eu à faire face à des tentatives du putsch inspirées et soutenues par le gouvernement de Béla Kun. (Cf. Lucien Laurat, « Le Parti Communiste Autrichien », in : *Contribution à l'histoire du Comintern*, Genève, Droz, 1965, pp. 67-85.)

Y. B. — *Quel est maintenant votre jugement d'ensemble sur l'austromarxisme ? S'agit-il, pour vous, de quelque chose d'intéressant et de nouveau par rapport au marxisme classique ?*

G. Lukács. — Disons qu'ils ont eu une sorte de... comment dire ? une sorte de libéralisme tacticien et d'autre part ils sont arrivés à des résultats que le parti social-démocrate allemand n'a pu obtenir. Il est vrai que cette différence peut s'expliquer partiellement par le fait que le parti communiste allemand était fort ; il y avait ainsi en Allemagne une concurrence beaucoup plus aiguë entre les deux partis marxistes : en Autriche, on regardait le parti communiste comme une quantité négligeable ; cela laissait au parti social-démocrate une plus grande liberté de manœuvre.

Y. B. — *Que pensez-vous plus précisément de l'apport théorique de l'austromarxisme jugé d'après les œuvres écrites ?*

G. Lukács. — Je pourrais dire, à ce propos, que Karl Renner était le plus intelligent des opportunistes qu'il y avait dans l'Internationale ; je trouve que Karl Renner a été beaucoup plus intelligent que tous les conservateurs en Allemagne. Plus précisément, j'ai estimé Renner comme un théoricien, comme un penseur avec lequel, il va sans dire, je ne suis d'accord sur aucune question, mais chez qui je vois qu'il y a un véritable système et toute une connexion des choses qu'on doit prendre au sérieux. Otto Bauer était beaucoup plus intéressant en ce sens qu'il était beaucoup moins conséquent que Renner. Bauer était beaucoup plus compliqué (10).

(10) Cet aspect de la personnalité d'Otto Bauer a frappé tous ceux qui l'ont connu. Paul F. Lazarsfeld évoque, par exemple, « le charme de cet homme brillant et compliqué » (in : *Otto Bauer et la Révolution*, préface, p. 8). Ernst Fischer, de son côté, remarque que parfois Otto Bauer doutait que le prolétariat eût la capacité de prendre le pouvoir, étant donné l'extraordinaire complexité de la gestion d'un Etat

il s'y prenait à plusieurs fois pour juger de ces questions, il voyait les aspects contradictoires des choses. Surtout, son point de vue était beaucoup moins conservateur que celui de Renner. Renner ne pensait qu'à fonder la République autrichienne sur une coalition, non de circonstance, mais solide et durable, entre le parti bourgeois et le parti social-démocrate, tandis que Bauer, sur cette question, avait une position plus ouverte, plus libre... Ces jours-ci, une camarade m'a dit qu'il y a de nombreux inédits de Bauer, des textes qu'il aurait écrits quand il était à Vienne ; ça doit être naturellement très intéressant et il faudrait arriver à les éditer...

Y. B. — *Je suis assez surpris car on m'a toujours assuré qu'il n'y a aucun inédit d'Otto Bauer pour cette période (11). Otto Bauer raconte lui-même qu'en février 1934 la police s'empara de tous ses papiers (12). Toutefois, on ne sait pas quel fut le sort de ces manuscrits (13). D'un autre côté, le parti socialiste garde encore secrètes de nombreuses archives sous prétexte qu'elles n'ont pu*

---

industriel moderne ; mais cela ne l'empêchait pas aussitôt après, s'il recevait un prolétaire, d'être comme « en adoration devant lui ». On sait également que la clarté de ses conceptions théoriques ne l'a pas empêché d'être très hésitant au moment d'agir.

(11) L'information transmise par Lukács était effectivement sans fondement. En voici l'origine : quelque temps avant ma visite à Budapest, Ilona Duczinka Polanyi avait évoqué devant Lukács l'intérêt des manuscrits laissés par Otto Bauer, à Paris, après sa mort, en 1938. Lukács avait cru que, ce disant, elle se référait à des textes demeurés inédits ; en réalité, ces textes furent édités presque aussitôt par Friedrich Adler ; il s'agit de l'article « Der Fachismus », in : *Der sozialistische Kampf*, n° 4, juillet 1938, et de l'ouvrage posthume bien connu : *Die illegale Partei*, Paris, 1939. Selon Wanda Lanzer, belle-fille d'Otto Bauer, il ne reste aucun autre papier de cette époque : « Sonst ist absolut nichts vorhanden. » (Lettre à Y. B. du juin 1967.)

(12) *Zwischen zwei Weltkriegen* ? Bratislava, 1936, p. 7.

(13) Dans une autre lettre (17 avril 1968), Wanda Lanzer fait remarquer que si les manuscrits d'Otto Bauer n'avaient pas été détruits, ils auraient déjà été retrouvés et auraient fait l'objet d'une édition.

*encore être inventoriées ni classées et qu'aucun catalogue n'a pu en être établi. Il y a peut-être ainsi une confusion entre les archives du parti (qui doivent, en effet, contenir de nombreuses interventions et des lettres) et les manuscrits proprement dits d'Otto Bauer...*

G. Lukács. — Enfin, ce que je dis de ces inédits, je ne le sais pas d'une façon directe, mais je peux bien imaginer que, sur beaucoup de questions, Otto Bauer a eu des divergences avec son parti; il n'avait pas des événements et des situations une vue figée (14); son point de vue était beaucoup moins conservateur que celui de Renner.

Y. B. — *Je vous remercie de ces réponses à propos de l'austromarxisme. Avant d'aborder d'autres sujets, peut-être voulez-vous faire une petite pause puisque le café vient d'être servi.*

G. Lukács. — Oh, le café n'a pas d'importance.

## II. — CRITIQUE DE LA BUREAUCRATIE DES PAYS COMMUNISTES

Y. B. — *D'après ce qu'on entend dire, il y a actuellement d'importantes différences de traitement des intellectuels : aux uns — ceux qui font l'œuvre scientifique — on laisse, semble-t-il, une assez grande liberté d'expression ; en revanche, lorsque les écrivains ou les artistes formulent des critiques, on veut les faire passer pour fous, on les enferme dans des cliniques psychiatriques. Qu'en pensez-vous ?*

---

(14) A ce sujet, il est intéressant de comparer les positions nuancées et changeantes selon les événements historiques d'Otto Bauer à celles des autres socialistes et de Kautsky en particulier. (Cf. « Otto Bauer et la Russie soviétique : quatre lettres inédites d'Otto Bauer à Karl Kautsky », in : *International Review of Social History*, vol. XV - 1970 - Part 3.)

G. Lukács. — Vous savez, il s'agit ici d'une chose qui ne relève pas de la pure théorie. Pour vous répondre, il faut considérer la Russie d'un point de vue empirique. La Russie est la seconde grande puissance du monde, et, pour conserver ce rang, elle doit avoir une armée qui soit techniquement au niveau de l'armée américaine, spécialement en ce qui concerne l'armement atomique. Il en résulte tout naturellement que les savants — dont les recherches fondamentales sont la condition *sine qua non* du perfectionnement technique des armes — sont des gens intangibles ; ils peuvent faire, ils peuvent dire ce qu'ils veulent. Or, évidemment, de l'autre côté, les intellectuels qui ne défendent pas d'intérêts si directement liés à l'existence de l'Union soviétique sont dans une situation assez mauvaise. Je ne sais pas si vous l'avez lu, j'ai écrit sur Soljenitsyne un petit livre dans lequel je démontre précisément qu'une critique littéraire de la période de Staline est actuellement impossible en Russie. Certes, il existe un Soljenitsyne, mais il est dans une situation tout à fait difficile, presque impossible. La différence entre écrivains et savants a ses racines dans la situation actuelle de la construction du socialisme ; en effet, si elle ne se jetait pas à fond et d'une façon irrévocable dans la libre recherche scientifique et technique, la Russie n'existerait pas longtemps. C'est là une chose bien claire et qui explique pourquoi toute cette science qui conditionne les techniques de guerre bénéficie d'une liberté absolue en Russie tandis que toutes les autres activités intellectuelles dans tous les autres domaines ne peuvent exister que dans la mesure où les intérêts momentanés de la société socialiste le permettent.

Y. B. — *Dès lors, comment envisagez-vous que soit possible une évolution de ce régime ? Est-ce qu'il peut devenir moins despotique d'une façon lente ou bien par un changement brusque ?*

G. Lukács. — Vous savez, je crois qu'il y a des

problèmes économiques dans chaque pays socialiste et, d'après moi, ces problèmes ne peuvent pas être résolus sans une démocratisation de la vie, de la vie ouvrière. Mais les conditions d'une démocratisation ne sont pas encore réunies. Vous pouvez en voir une preuve très nette dans les récents événements de Pologne : on a pu observer, à cette occasion, qu'il y a une indifférence de la masse ouvrière à l'égard des organisations ouvrières ; or, d'après mon opinion, cette indifférence secrète, pour ainsi dire, son antidote et comme un contrepois nécessaire, qui en est inséparable ; par ce contrepois, j'entends les grèves spontanées, les grèves explosives (sauvages). A ce propos, je dois ajouter qu'on a tort de croire qu'il y a une grande différence entre la Pologne et les autres pays socialistes : certes, en Pologne, il y a eu une explosion et dans les autres pays il n'y a pas eu encore d'explosion, mais il y a partout la même indifférence et, à chaque moment, cette indifférence des ouvriers qui sentent que leurs organisations ne servent pas à la défense de leurs véritables droits, devient une indifférence envers les choses de chaque jour et cette indifférence peut, chaque jour, se changer brusquement (15) en une grève spontanée, comme cela s'est produit en Pologne. Ce danger, je sens qu'il existe en chaque pays socialiste ; dans chaque pays socialiste peut arriver demain ou après-demain ce qui est arrivé en Pologne.

Y. B. — *Mais, dans ce cas-là, reste la puissance de l'armée et de l'Etat soviétique qui peut écraser le mouvement.*

G. Lukács. — Oui, vous savez, mais il y a déjà pas mal de temps que Talleyrand a dit, je crois, qu'on peut faire tout avec les haïonnettes, mais s'asseoir sur les haïonnettes, on ne peut pas, et un système qui se base sur ça, que nous sommes assis sur des haïonnettes, ce

(15) Lukács a dit exactement : « se jeter dans ».

n'est pas un système solide. De la sorte, on peut considérer que tous ces pays de l'Europe de l'Est sont dans des régimes de transition où les problèmes économiques rendent nécessaire une réforme économique. Mais une véritable réforme économique ne peut se réaliser que par une démocratisation de la vie quotidienne des ouvriers et, à ce propos, se posent des questions qui ne sont pas résolues.

Y. B. — *Est-ce que vous pensez que la Bureaucratie, dans ces régimes de l'Est, peut faire une réforme économique qui élève le niveau de vie et, de ce fait évite la révolte ?*

G. Lukács. — Je ne le crois pas, je ne le crois pas. Pour éviter l'explosion, il faudrait que chacune des deux parties sache ce que l'autre veut, ce qu'il est possible d'accorder et ce qui est impossible. Par là, je ne veux pas dire que tout ce que les ouvriers demandent doit leur être donné, mais il faut une conversation permanente entre le parti et les ouvriers afin qu'on sache quelles sont les questions qui préoccupent les ouvriers, qui, à un moment donné, meuvent l'âme des ouvriers ; ce n'est pas toujours la même chose, ni de la même manière ni avec la même intensité ; c'est pourquoi un contact permanent est nécessaire, et ce contact c'est ce que j'appelle la démocratie, la démocratisation de notre société ; sans une telle démocratisation, je ne crois pas que nous puissions faire des réformes économiques.

Y. B. — *Et la Bureaucratie elle-même ne peut pas faire cette consultation permanente sans se nier elle-même, sans se contredire ?*

G. Lukács. — Je le crois, parce que je n'ai encore jamais... (naturellement on ne peut pas s'exprimer sur le plan de l'absolu) mais je n'ai encore jamais vu une réforme qui ait été faite par des bureaucrates. Parce que les bureaucrates croient toujours que la conséquence de leur système bureaucratique c'est la vérité pour la masse,

pour la masse ouvrière et, bien sûr, ce n'est pas vrai ; il faut étudier — et étudier en tenant compte de ce qui arrive chaque jour — la vie des ouvriers pour qu'on sache ce qu'ils veulent véritablement et comment ils entendent accomplir leur propre justice.

Y. B. — *Donc, vous n'estimez pas possible un dépérissement graduel de l'Etat et vous pensez, comme Marx, qu'il faut briser l'appareil, la machine de l'Etat ?*

G. Lukács. — Vous savez, il s'agit d'une chose qui est très, très loin ; c'est seulement dans une démocratie que ce dépérissement de l'Etat peut se produire. Avec la bureaucratie d'aujourd'hui, l'Etat devient toujours plus fort, plus puissant, et on ne voit aucun signe de dépérissement, ni même de changement. Je ne crois pas qu'il puisse exister un changement bureaucratique et même je crois — autant qu'on peut juger de ces choses —, je ne crois pas qu'il y ait une véritable volonté en ce sens ; quand on lit ce que Brejnev a dit au dernier congrès, on voit que tout reste en l'état, comme c'est aujourd'hui. A ce propos, je ne crois pas — et c'est une bonne chose — qu'on veuille une réaction stalinienne et un retour à Staline, ça, on ne le veut pas, mais cet équilibre bureaucratique qu'on a aujourd'hui, on veut le maintenir. Et combien de temps cela peut durer, naturellement, personne ne peut le savoir.

Y. B. — *Toutefois, est-ce que ce système est perçu par la masse des travailleurs comme devant être changé, ou bien les ouvriers sont-ils habitués à ce régime bureaucratiques ?*

G. Lukács. — Ils sont habitués, mais, comment dire... c'est une mauvaise habitude avec laquelle ils ne sont pas d'accord. Si on parle avec des ouvriers, on voit toujours qu'ils désirent tout autre chose que ce que la bureaucratie veut leur donner.

Y. B. — *Mais ont-ils conscience d'un autre modèle de socialisme ? Quelquefois j'entends dire que la protes-*

*tation des intellectuels contre le régime en U.R.S.S. est une protestation bourgeoise, une aspiration vers la démocratie occidentale, et non une volonté de dépasser l'actuel régime soviétique.*

G. Lukács. — Ici, je crois qu'on ne comprend pas assez, qu'on n'a pas compris tout à fait Marx, car Marx a très bien démontré, dans ses écrits de jeunesse, que dans la démocratie bourgeoise existe une dualité entre le citoyen et le bourgeois, et le matérialisme bourgeois, comme dit Marx, règne toujours sur l'idéalisme démocratique du citoyen ; et le combat des citoyens bourgeois dans la Révolution française est devenu une pure caricature dans tous les pays capitalistes. De ce fait, je ne crois pas que le retour à cette démocratie soit la solution ; pour un véritable changement, il faut une démocratie véritablement prolétarienne ; par là, j'entends seulement la démocratie des soviets de 1917. Et je ne crois pas que, sans une sorte de retour aux soviets de 1917, nous puissions faire de véritables réformes.

Y. B. — *Mais ne pensez-vous pas que Lénine a eu une part de responsabilité dans l'évolution des soviets vers la Bureaucratie ? Dans l'Etat et la Révolution, il avait fait sienne la formule selon laquelle, après la prise de pouvoir par le prolétariat, l'Etat devait commencer immédiatement à dépérir. Or cela n'a pas commencé à se produire même de son vivant...*

G. Lukács. — Ici, il ne faut pas prendre chaque mot de Lénine en l'an 1917 à la lettre. Lénine a très bien su définir ce qu'il fallait entendre par « révolution culturelle » et les conditions de cette révolution, c'est-à-dire comment il fallait faire une révolution dans l'éducation des masses afin de les rendre aptes à une société soviétique. Lénine, je crois, était absolument, aurait été absolument contre les kolkhozes tels qu'ils sont aujourd'hui parce que ce sont des organisations purement bureaucratiques.

Y. B. — *Et qu'est-ce que vous entendez précisément par « organisation bureaucratique » ? Est-ce lorsqu'il y a une séparation entre une minorité dirigeante et le reste du peuple ?*

G. Lukács. — Il y a bureaucratie, vous savez, lorsqu'une minorité de gens qui se sont cooptés règnent sans demander l'opinion des grandes masses. Ainsi, il faut distinguer deux sortes de socialisme : la première forme consiste à rester en contact permanent avec les masses, à savoir ce que les masses veulent, ce qui n'inclut pas, comme je l'ai déjà dit, qu'on doive être toujours d'accord avec ce que les masses demandent, mais il y a toujours un contact permanent entre l'Etat, le parti et les masses ouvrières. De l'autre côté, se trouve une autre sorte de socialisme : ici, une minorité fait des lois et règne avec ces lois. Toutefois, il faut maintenant ajouter que ce système fonctionne dans une certaine mesure, mais seulement dans une certaine mesure.

Y. B. — *Cependant, les adversaires de la première forme de socialisme font l'objection suivante : ils rappellent que, selon Marx, les idées de la classe dominante sont, en même temps, les idées de tout le monde, y compris de la classe ouvrière. Dès lors, pourquoi vouloir être en contact permanent avec les masses et y trouver la vérité, puisque la classe ouvrière elle-même a ses idées perverties par la classe dominante ?*

G. Lukács. — Vous savez, ici, il ne faut pas, il ne faut jamais avec un mot de Marx arranger une question. Marx avait, sur ce sujet, une conception générale, mais c'est dans des écrits comme le *Dix-huit Brumaire* ou comme *la Guerre civile en France, la Commune*, qu'il a expliqué exactement comment il s'imagine une démocratie véritable. Maintenant, il faut réaliser cette démocratie véritable, ou on ne réalisera jamais le socialisme.

Y. B. — *Pour expliquer la dégénérescence de la Révolution russe, on invoque souvent l'échec de la révo-*

*lution prolétarienne en Europe de l'Ouest après la première guerre mondiale. Est-ce que vous pensez que si la révolution prolétarienne s'était implantée en Allemagne, en Angleterre, en France, etc., l'évolution de la révolution aurait été très différente et que, peut-être la bureaucratie aurait été évitée ?*

G. Lukács. — Je crois que ça aurait fait une grande différence parce que sans cette préoccupation défensive, sans cette orientation qui consistait à vouloir sauver les soviets de la contre-révolution européenne, si cette situation n'avait pas existé, on aurait eu une tout autre évolution : on aurait eu probablement une évolution beaucoup plus démocratique, mais il faut ajouter que ce sont là des spéculations assez vaines : on ne peut pas dire des choses passées comment elles se seraient passées si elles ne s'étaient pas passées.

Y. B. — *Je suis très intéressé par votre critique de la bureaucratie, mais Trotsky aussi a fait une critique de la bureaucratie en 1904 et ensuite après son élimination par Staline. Quelle différence y a-t-il entre votre critique et celle de Trotsky ?*

G. Lukács. — Vous savez sûrement que Trotsky a toujours été un bureaucrate. Il ne faut pas oublier... il y a une très belle petite chose dans les *Mémoires* de Gorki : Gorki a parlé une fois de Trotsky avec Lénine et Lénine a beaucoup loué les grands mérites que Trotsky a eus dans la guerre civile, etc., puis il a ajouté : « Tout de même, il nous appartient mais il n'est pas tout à fait des nôtres, il a » (et c'est une chose très intéressante que Lénine ajoute ici) « il a quelque chose de Lassalle. » Et je crois que cet élément lassallien empêche le trotskysme de devenir une doctrine qui puisse animer le mouvement ouvrier.

Y. B. — *D'ailleurs, dans le Testament de Lénine, on trouve la même appréciation : on y lit que Trotsky*

*pèche par excès d'assurance et par un engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses...*

G. Lukács. — C'est la même chose. Et c'est la même chose de dire que Trotsky s'intéresse trop au côté administratif des choses et de dire que le mouvement allemand, sous Lassalle, était un mouvement mené bureaucratiquement. C'est seulement après la mort de Lassalle que tout a changé sous une direction plus démocratique quitte à rechanger encore, dans la période impérialiste, de nouveau en bureaucratie.

Y. B. — *Il n'en reste pas moins que lorsque Trotsky a été chassé de l'U.R.S.S., quand il a écrit, par exemple, la Révolution trahie contre Staline, il a tout de même fait une critique de la bureaucratie. Quelle critique vous faites à cette critique ?*

G. Lukács. — Je trouve que, dans le cas présent, comment dire... un bureaucrate fait la critique de l'autre bureaucrate. Il est hors de doute, bien sûr, que Staline était un bureaucrate et même, dans un certain sens, encore plus bureaucrate que Trotsky, mais, à vrai dire, ni Staline ni Trotsky n'étaient de vrais démocrates.

Y. B. — *Ainsi, dans la critique de Trotsky, il ne vous paraît y avoir rien d'intéressant, même d'un point de vue spéculatif ? Est-ce dès lors une simple critique de Staline et non point une critique de la bureaucratie ?*

G. Lukács. — Oui, c'est, comme je vous l'ai dit, un bureaucrate qui fait la critique de l'autre. La seule différence est que Trotsky a toujours eu de grands principes internationaux et il appréciait la bureaucratisation de l'Union soviétique dans la perspective de l'internationalisme. Staline était un homme plus prosaïque et plus pratique, il considérait la tactique comme l'essentiel, et s'il a réalisé la bureaucratie, c'était pour des raisons tactiques. Quant à dire que Trotsky serait plus démocratique que Staline, je trouve que ce n'est pas vrai. Tout simplement pas vrai.

Y. B. — *S'il en est ainsi dans les démocraties populaires d'Europe, Mao Tsé-Toung n'a-t-il pas tenté d'éviter ces défauts, notamment, assez récemment, par le recours à la « révolution culturelle » ? Plus généralement, comment jugez-vous la révolution chinoise ?*

G. Lukács. — Vous savez, je veux faire une confession : je ne suis pas en mesure de vous répondre car je ne sais pas avec certitude ce que c'est que cette tendance de Mao Tsé-toung. D'une part, on ne peut pas se fonder sur ce que les Mao Tsé-toungistes font en Europe, qui n'est, pour ainsi dire, qu'un épiphénomène. Quant à savoir comment Mao a réorganisé la Chine même, je dois dire que je ne le sais pas. Il faut ajouter qu'à ce propos aussi le communisme occidental a commis une grande faute théorique. Quand la Chine est entrée dans le Mouvement, Staline a déclaré qu'il s'agissait là, pour elle, d'une façon de dépasser le Moyen Age chinois. Mais le Moyen Age chinois, le Moyen Age en Chine n'a jamais existé. Il en résulte que nous nous sommes mis dans la situation d'examiner le cas de la Chine à partir d'un système économique qui n'y a jamais existé. Nous ne savons pas... je veux dire, plus exactement, je ne sais pas quelle était la nature réelle du régime chinois de cette époque ; ce n'était pas, à proprement parler, un régime bureaucratique, ni une situation comparable à celle de l'Europe du Moyen Age ; c'était ce que Marx a appelé « le mode de production asiatique », mais quant à savoir quelles sont les relations entre ce mode de production asiatique et le capitalisme, personne, me semble-t-il, ne l'a vraiment approfondi. Toutefois, nous en savons assez pour être sûrs qu'il ne nous est pas possible d'accepter à ce sujet « les frasques » (15) de Staline. Quant à moi, je me sens tout à fait incapable de comprendre le véritable principe de la révolution chinoise. Nous ne le

(15) Sic : Lukács s'exprimait directement en français.

savons pas parce que nous n'avons pas fait pour la Chine ce que Marx a fait pour l'Occident, c'est-à-dire l'analyse des relations entre l'économie européenne et le capitalisme. De ce fait, nous connaissons l'histoire des Etats du Moyen Age, nous savons comment ils ont passé du féodalisme au capitalisme, mais ce qui existait en Chine ce n'était pas le féodalisme. L'analyse, en ce qui concerne la Chine, reste à faire et, pour ma part, je ne suis pas un économiste, je ne suis pas non plus un spécialiste de la Chine ; il faudrait donc que des spécialistes de la Chine qui connaissent les principes économiques de la vieille Chine puissent maintenant analyser la transition qui a été réalisée en Chine et qui comporte sûrement des traits nouveaux que, pour ma part, je vous l'ai dit, je ne connais pas.

Y. B. — *Même si vous ne pouvez pas juger la révolution chinoise faute d'une connaissance approfondie de son histoire économique, pouvez-vous porter une appréciation sur les écrits théoriques de Mao Tsé-toung ?*

G. Lukács. — Vous savez, c'est toujours très dangereux de plaquer des déductions logiques sur des phénomènes économiques hétérogènes. La logique n'a pas les moyens de résoudre des problèmes de ce type dans de telles conditions. La recherche logique ne s'exerce valablement que dans l'analyse directe de problèmes concrets (17). Prenez l'exemple, en Europe, des féodalismes ; on ne peut pas raisonner à partir de l'essence du féodalisme ; la révolution anglaise du XVII<sup>e</sup> siècle était quelque chose de tout autre que la révolution française du XVIII<sup>e</sup> siècle. Parce que les économies étaient des choses différentes, les intérêts des classes étaient, par là même, différents et la France a fait une révolution d'un tout autre type que la révolution anglaise. Dès lors, à partir d'une économie chinoise que je ne connais pas,

(17) Lukács dit en fait (et mieux) : « il faut résoudre les problèmes dans leur concrétion ».

dont je ne connais ni les lois ni les conséquences sociales, il m'est impossible de porter quelque jugement que ce soit.

### III. — LA SPONTANÉITÉ DES MASSES ET LE PARTI

Y. B. — *Cette année, vous le savez, on célèbre le centenaire de la Commune de Paris. Est-ce que vous pensez que cette Commune de Paris était une sorte de préfiguration d'un « gouvernement ouvrier », d'une administration d'un type nouveau et qui, du moins, ne serait pas bureaucratique ?*

G. Lukács. — Je crois qu'il s'agit là d'une question très simple ; il y a, sur la *Commune de Paris*, l'excellent livre de Marx, et je pense que ce qu'il décrit correspond vraisemblablement à ce qui s'est passé...

Y. B. — *Oui, mais est-ce que, à votre avis, une des causes de l'échec de la Commune de Paris a pu être — comme certains l'ont prétendu — une sorte « d'excès de démocratie » ?*

G. Lukács. — Vous savez, la *Commune de Paris* appartient à une période du mouvement ouvrier tout à fait différente de la nôtre, de celle que nous avons vécue. Je ne crois pas qu'on puisse faire valablement des comparaisons avec ce qui se passe aujourd'hui où la situation est tout autre.

Y. B. — *Lorsque vous étiez à Vienne, à partir de 1919, vous avez pu y observer les conseils ouvriers. Comment les avez-vous appréciés ?*

G. Lukács. — A ce propos, il ne faut pas oublier qu'en tant que réfugiés hongrois, après la chute de Béla Kun, nous étions dans une situation illégale. Chacun de nous devait donner à la police sa parole d'honneur et promettre qu'il ne se mêlerait pas des affaires intérieures de l'Autriche. De ce fait, pour éviter l'expulsion,

nous sommes restés à distance de tout et nous avons très peu su ce qui se passait réellement. On peut dire, cependant, qu'en Autriche les conseils ouvriers, en 1918, dès leur apparition, n'ont pas cessé de décliner (18). Une partie de ces conseils ouvriers s'est orientée tout à fait à gauche et a perdu toute influence à cause de cet ultragauchisme ; les autres, par un excès opposé, faisaient, pour ainsi dire, partie du gouvernement et, de ce fait, ne répondaient pas non plus à ce que des conseils ouvriers auraient dû être. Je crois d'ailleurs que ce phénomène ne fut pas particulier à l'Autriche ; dans tous les pays, dans les années 1918-1919, le mouvement ouvrier, les conseils sont entrés en décadence.

Y. B. — *Quelles en furent les causes, selon vous ?*

G. Lukács. — En premier lieu, vous le savez, les conseils des travailleurs devraient être élus d'une manière démocratique. Or, ce n'était pas le cas en Autriche où le parti social-démocrate régnait sur le mouvement ouvrier ; les communistes, par exemple, n'avaient pas la moindre chance d'opposer une résistance efficace si les sociaux-démocrates avaient décidé quelque chose.

Y. B. — *C'était, pour une part, à cause du prestige de Friedrich Adler qui avait tué le Premier ministre de l'Empereur d'Autriche, en 1916, pendant la guerre. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, je suis un peu surpris que vous mettiez ainsi au premier rang l'élection démocratique des conseils car, dans votre livre sur Lénine, vous considérez les soviets comme une nouvelle forme d'organisation, certes, mais aussi comme la violence de l'État prolétarien. Est-ce que cette violence de l'État ne peut pas conduire au stalinisme ?*

G. Lukács. — Je ne crois pas, justement pas, car le mouvement des soviets de 1917 en Russie était un

(18) Lukács a dit, plus exactement, en français : « étaient depuis dix-huit, dans une permanente décadence ».

mouvement *entièrement* démocratique. Les soviets se mêlaient — et Lénine trouvait cela très bien, tout à fait dans l'ordre des choses —, ils se mêlaient même des affaires privées des ouvriers, de la question de leur logement, par exemple, et de toutes sortes d'autres choses, mais ils voulaient résoudre toutes ces questions d'une manière démocratique, tandis que les sociaux-démocrates cherchaient à imposer au mouvement une organisation hiérarchisée. Naturellement, il s'agit là de deux principes qui ne peuvent co-exister, qui ne peuvent pas être coordonnés. En ce sens, on peut dire que le mouvement ouvrier tel qu'il s'est développé, après la guerre, en Allemagne, n'avait rien à voir avec le mouvement des soviets de 1917. Quant à la question de Staline, elle est, naturellement, très compliquée, mais établir un véritable lien, une continuité entre Lénine et Staline est, d'après moi, impossible. Dans ce qu'on a appelé son « Testament », Lénine a très clairement expliqué qu'il n'y avait personne qu'il pût considérer comme son successeur ; Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Boukharine, etc., aucun d'eux ne lui paraissait avoir véritablement compris ses idées, ni capable de continuer son œuvre ; d'autre part, il y avait à l'époque des luttes entre fractions, et c'était presque toujours une opinion autre que celle de Lénine qui obtenait la majorité ; n'oubliez pas, par exemple — et c'est là aussi une question très importante —, qu'au sujet des syndicats il y avait, en 1921, deux opinions : il y avait l'opinion de Trotsky qui croyait que ces organisations, que les syndicats sont là pour augmenter la production et pour rien d'autre, tandis que, pour Lénine, les syndicats étaient une défense de la classe ouvrière contre un État ouvrier qui commençait déjà à être un peu trop bureaucratisé. Et maintenant, naturellement, si nous considérons le récit de ce qui s'est passé, nous voyons bien que c'est Trotsky qui fut, dans cette affaire, le grand vainqueur, et non point Lénine ; la vie quotidienne

des ouvriers a été réglée d'après les principes de Trotsky, et non pas d'après les principes de Lénine.

Y. B. — *Pourtant, il me semble qu'au cours du Congrès, en 1921, Lénine et Trotsky étaient d'accord pour s'opposer aux fractions, pour faire qu'il n'y ait pas d'opposition organisée dans le parti. Ils ont lutté ensemble contre ce qu'on a appelé l'Opposition ouvrière...*

G. Lukács. — Lénine tâchait de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'opposition, mais il ne cherchait jamais à opprimer l'opposition. C'étaient là, ce sont là, deux choses absolument différentes. Et il faut ajouter, comme je l'ai souvent répété, que c'est justement au cours de ce congrès de 1921 que les choses ne se sont pas tout à fait passées d'après les principes de Lénine ; on peut même dire que la bureaucratisation, la manipulation des congrès, bref le stalinisme ont justement commencé à ce congrès de 1921. Il ne faut pas oublier ici que l'Internationale, la III<sup>e</sup> Internationale était manipulée par Zinoviev déjà du temps de Lénine...

Y. B. — *Dans votre interview à la Télévision française, à la fin de l'année dernière, vous avez dit que l'intellectuel ne doit pas être l'interprète d'une classe, ni de la bureaucratie, mais du peuple tout entier, entendu comme brain-trust. Alors, dans ce cas-là, est-ce que vous conservez la thèse de Lénine (dans Que faire ?) selon laquelle les idées sont apportées au prolétariat par les intellectuels bourgeois, thèse qui était d'ailleurs empruntée à Kautsky ?*

G. Lukács. — Non, vous savez, ici, il faut regarder les choses comme elles sont ; si j'ai parlé du « peuple tout entier », si ce n'est pas tout à fait des intérêts des ouvriers, au sens étroit du terme, qu'il s'agit, il faut se souvenir que le grand mythe, la grande pensée de 1919 était justement une pensée plus large que le prolétariat. N'oubliez pas que Lénine, par exemple, a toujours dit que les problèmes culturels sont excessivement

importants ; cela signifiait, entre autres, que cesse l'analphabétisme des paysans afin que les paysans soient capables de créer eux-mêmes leurs propres organisations. Cette politique de Lénine a, bien entendu, échoué dans la période de Staline et nous sommes arrivés à une tout autre situation dans laquelle, pourrait-on dire, cette pensée de Lénine avait même complètement disparu.

Y. B. — *Même si on passe de la classe ouvrière au sens étroit à cette notion plus large du « peuple tout entier », il reste que, selon vous, les intellectuels ne peuvent apporter la vérité dans le prolétariat (ou dans le peuple), qu'il faudrait qu'ils la trouvent dans le prolétariat...*

G. Lukács. — Vous savez, croire qu'on peut influencer le prolétariat est une pensée que j'appellerai bureaucratique. Il faut vivre avec le prolétariat, il faut connaître ses problèmes de chaque jour et chacun de ses problèmes quotidiens ; alors, de ces questions quotidiennes, naissent les problèmes du Mouvement. S'il n'y a pas une démocratie pareille, semblable à celle qui exista, en Russie, dans les premières années de la Révolution, alors il n'y a pas de démocratie, la démocratie ne peut être ; il n'est pas possible, en effet, que les intellectuels fassent tout seuls, de leur côté, un mouvement démocratique, car, de cela, ils ne sont pas capables.

Y. B. — *Mais dans la thèse de Kautsky que citait Lénine dans Que faire ? il y avait tout de même cette idée que les ouvriers, par eux-mêmes, restaient au niveau du trade-unionisme, qu'ils ne pouvaient pas s'élever à un niveau supérieur et qu'en particulier la pensée de Marx devait leur être apportée de l'extérieur par des intellectuels...*

G. Lukács. — Vous savez, cette œuvre de Lénine est, sur le plan théorique, absolument importante parce qu'elle montre que, pour le mouvement socialiste, la spontanéité de la conscience du prolétariat ne suffit pas ;

il faut avoir une conscience de la totalité de la société (vous vous souvenez que c'est dans *Que faire ?*) ; il faut que le parti soit l'organe de cette conscience universelle de la Révolution, et non pas l'organe de ce qu'un ouvrier pense, à chaque instant, spontanément, à partir des contradictions du capitalisme. Il faut, au contraire, une plus grande universalité, et ce que Lénine cherchait, avec le parti communiste, c'était justement de réunir ces éléments du mouvement qui avaient le sentiment de l'universalité du mouvement. Mais aucun des successeurs de Lénine n'est allé dans cette direction. En effet, chez Staline, nous avons bien les deux choses : d'une part, une sorte de règne absolu du parti et, de l'autre, une sorte de spontanéité, mais il n'y a pas du tout cette pensée d'une valeur, non pas spontanée mais universelle du prolétariat. Cette pensée ne se trouve pas dans l'œuvre de Staline ou, plus exactement, elle s'y trouve bien en parole, mais, en réalité, elle ne s'y trouve pas.

Y. B. — *Ainsi, il n'y aurait pas d'extériorité de la pensée des intellectuels (un apport d'une pensée venue d'ailleurs), mais une sorte de perception par eux de l'universalité qui résiderait dans le prolétariat ?*

G. Lukács. — Vous savez, ici, le problème qui s'est posé historiquement n'est pas celui de l'universalité dans le prolétariat, mais celui de l'universalité du prolétariat. Staline a vu — et il ne faut pas considérer cette pensée comme purement négative —, Staline a très clairement vu que le grand mouvement révolutionnaire était fini en Europe. Dès lors, pour lui, une tâche primordiale s'imposait : sauver la Révolution russe des interventions extérieures. A partir de ce moment, tout ce qu'on a appelé le militarisme de Staline, tout cela il faut le comprendre de ce point de vue ; Staline a bien compris que l'espoir qu'on avait eu, en 1917, qu'il y aurait une grande œuvre de la révolution dans l'Europe prolétarienne, que cet espoir ne pouvait plus être gardé, que

cette révolution européenne était impossible et qu'il fallait créer des institutions afin que la Russie puisse survivre, en tant que soviétique, dans un monde contre-révolutionnaire.

Y. B. — *Ce fut, dès lors, « l'encerclement capitaliste » et la théorie du « socialisme dans un seul pays ».*

G. Lukács. — Oui, et c'est justement cette théorie du socialisme dans un seul pays qui avait pour conséquence nécessaire l'armement de la Russie ; il fallait faire l'Union soviétique assez puissante pour qu'elle puisse résister à la force de la contre-révolution générale. Naturellement, je ne veux pas dire maintenant par là que la politique de Staline était positive, mais on peut observer qu'en un certain sens, ça lui a réussi.

Y. B. — *Si la Révolution russe a ainsi évolué vers un régime autoritaire, moins par le simple fait de la volonté de Staline que par des raisons historiques, n'est-il pas intéressant d'étudier aujourd'hui le cas d'autres pays qui, placés dans d'autres circonstances, peuvent se développer autrement ? Je pense, en particulier, à la révolution en Yougoslavie. Que pensez-vous, plus précisément, de l'autogestion yougoslave ?*

Lukács. — Sur ce point, je ne pourrai pas bien vous répondre. Il y a là beaucoup de questions que nous avons sous-estimées, il y a vingt ou vingt-cinq ans, je veux dire la question nationale. On a cru, en 1945, que la question nationale était quelque chose de dépassé et qui désormais n'existait plus, or, on observe aujourd'hui, et même à chaque instant, des revendications autonomistes dans des régions où cela semble parfois un peu ridicule, comme en Suisse, comme en Bretagne, etc. ; de tels accès de nationalisme, personne, il y a vingt-cinq ans, ne les aurait crus possibles. De même, en Yougoslavie, on trouve les Serbes et les Croates ; ce sont deux nationalités qui ont presque la même langue et, pour ainsi dire, presque la même culture ; comment, dans ces conditions, ils res-

sentent entre eux une telle différence, je dois vous dire que je ne le sais pas.

Y. B. — *Je comprends bien que le désir d'autonomie des provinces peut avoir joué un rôle décisif dans le choix du système décentralisé de l'autogestion yougoslave. Toutefois, ne voyez-vous pas là, en même temps, dans le projet de l'autogestion, une sorte d'opposition à la bureaucratie ?*

G. Lukács. — Vous savez, une chose purement négative ne peut pas donner une solution. C'est cette attitude négative elle-même qu'il faudrait expliquer. Pour cela, il faudrait savoir quelles sont les relations positives entre la nation serbe et la nation croate et nous ne les connaissons pas.

Y. B. — *De ce fait, l'autonomie relative qui, en Yougoslavie, est concédée aux usines ne vous paraît pas avoir sa dynamique propre ; ça ne vous paraît pas important ?*

G. Lukács. — Ça me paraît important, mais, vous savez, il faut redire ici que nous sommes toujours, comment dire... un peu trop portés à croire que lorsque nous constatons une différence nous sommes aussitôt capables d'expliquer, voire de supprimer cette différence. Or, il n'en est pas ainsi. Il y a naturellement, on voit de grands progrès en Yougoslavie, je ne le nie pas, mais qu'on aurait pu, qu'on aurait résolu la question des nationalités, je ne le crois pas encore.

Y. B. — *Est-ce que vous ne pensez pas que l'Etat de Tito est moins bureaucratique que celui des autres pays socialistes ?*

G. Lukács. — Vous savez, je n'ai jamais cru que la Bureaucratie puisse être une cause dernière. La Bureaucratie est toujours la conséquence d'une question qui n'a pas été bien résolue. Dès lors, vouloir tirer des conséquences, dans un pays donné, d'une bureaucratie qui reste elle-même problématique, je trouve que c'est une

façon bien problématique de résoudre les problèmes. Il faudrait regarder les choses d'une façon plus concrète. Et c'est précisément le malheur de notre temps que nous n'étudions pas chaque pays dans sa spécificité.

Y. B. — *Mais justement, n'y a-t-il pas, dans les usines yougoslaves, des caractéristiques spécifiques ? Il y a un conseil ouvrier local qui, dans une certaine mesure, répartit la plus-value, qui décide d'un certain nombre de choses ; il n'y a pas, comme ailleurs, un plan central qui prétend tout réglementer. Alors, n'est-ce pas là, à votre avis, un début de démocratisation ?*

G. Lukács. — Sûrement. Il y a, en Yougoslavie, des tendances démocratiques, je ne le nie pas, et ce serait ridicule de le nier. Seulement, savoir jusqu'à quel degré s'effectue cette démocratisation et dans quelle mesure elle peut résoudre les problèmes, c'est là une autre question. Vous savez, je crois que nous sommes tous ici, encore, sous l'influence de la période de Staline lorsque nous croyons que de principes abstraits on peut tirer des conséquences concrètes. Et moi je ne le crois pas. Moi, je crois que c'est toujours la situation concrète qui donne les solutions concrètes. Mais, si maintenant vous me demandez de vous dire des choses concrètes sur la Yougoslavie, c'est tout à fait autre chose, c'est difficile, je vous dirai que je ne sais pas.

#### IV. — L'ETHIQUE ET L'ONTOLOGIE

Y. B. — *Prenons donc maintenant le problème à un autre niveau. Si nous louons Lénine, par exemple, d'avoir voulu instaurer un système démocratique et si nous critiquons Staline pour avoir fait le contraire, c'est que nous posons que la démocratie vaut mieux que la dictature. Ces jugements de valeur sont donc relatifs à une éthique. Or, certains prétendent que Marx condamnait toute morale*

*et ne s'intéressait qu'à la science. Quel est, à ce sujet, votre point de vue ?*

G. Lukács. — Vous savez, je crois qu'une catégorie comme celle de la valeur fait partie intégrante de l'existence de l'homme et n'a pas existé avant lui. Si je considère toutes les choses existantes hors de l'homme, je ne trouverai jamais la valeur. Si je prends la plus simple et la plus primitive œuvre de l'homme, elle est réussie ou elle n'est pas réussie ; si elle est réussie, elle a de la valeur ; si elle n'est pas réussie, elle n'a pas de valeur. Et maintenant, si vous regardez la grande histoire de l'éthique, vous verrez que cette pensée de la valeur se mêle à chaque chose que l'homme fait ; l'homme ne peut pas échapper au choix de valeur, il ne peut se comporter comme une chose ; une pierre, et ça tombe, et c'est tombé, et c'est fini ; l'homme est dans une situation alternative, il doit décider de faire ceci ou de faire cela, de le faire de telle manière ou de telle autre, et alors naissent tous les problèmes de la valeur. La vie de l'homme est inimaginable sans la valeur et si je dis ce mot inimaginable ou bien ce mot exprime exactement ce que je veux dire ou bien il ne l'exprime pas ; dans le premier cas, il a de la valeur, dans le second il n'en a pas. Ainsi — et c'est une limite de notre existence d'homme — nous ne pouvons rien faire sans poser une question de valeur.

Y. B. — *Cependant, souvent des appareils comme l'Eglise ou peut-être le Parti ont utilisé les valeurs pour faire un système qui opprime les hommes...*

G. Lukács. — Oui, et alors pendant tout le temps durant lequel l'Eglise avait un véritable pouvoir sur l'homme — je ne dis pas simplement un pouvoir physique, mais un pouvoir psychique et moral aussi —, alors naturellement la religion a exercé une influence sur la question des valeurs. Si vous prenez l'homme de la polis (cité grecque) et l'homme après la polis, tel qu'il existe dans la chrétienté, vous avez de tout autres concepts de

l'individualité et de tout autres concepts de la valeur. Et il en est ainsi naturellement pour toute l'histoire, pour toute l'histoire de l'homme. On ne peut pas faire l'histoire de l'homme sans analyser ces problèmes, sans savoir comment le problème de la valeur s'est réalisé dans la vie des hommes.

Y. B. — *Est-ce que, par ce moyen, on ne pourrait pas rejoindre le problème qui nous occupe de la démocratie et même de l'autogestion ? Plus précisément, est-ce qu'il ne faut pas tendre à supprimer la domination de toutes les minorités afin que puisse être saisie, réalisée, la valeur latente chez tous les hommes ?*

G. Lukács. — Vous savez, ici, majorité et minorité, ce sont des mots abstraits et, dans l'histoire, il y a des cas où la minorité a eu raison en prévoyant quelque chose, et il y a eu d'autre cas où elle n'a pas eu raison. Avec les principes de majorité et de minorité vous n'arriverez jamais à un résultat ; ce qu'il faut, ce qu'il faudrait, c'est analyser les processus qui jouent dans la vie économique et sociale elle-même et, ensuite, les réactions de l'homme à ces processus, réactions qui n'ont de valeur que lorsqu'elles disent oui à des valeurs. Et maintenant, naturellement, il faut tenir compte de la société et du jugement de la conscience de l'homme pour savoir si on peut constater ici un progrès ou une absence de progrès. En cela, je suis un marxiste orthodoxe : il y a une histoire qui est la science fondamentale de l'homme et pour l'homme. Sans l'histoire, et sans comprendre l'homme comme être historique, vous ne comprendrez jamais quelque chose à l'homme.

Y. B. — *J'entends bien votre critique des notions de majorité et de minorité, mais que signifie alors votre référence à la démocratie, à la démocratie du peuple tout entier, entendu comme brain-trust, l'intellectuel devant toujours se régler sur le peuple ?*

G. Lukács. — Vous savez, ici encore, pour regarder la chose comme il faut, il convient d'avoir recours à l'histoire. Dans une situation donnée, il y a des principes, par exemple des principes moraux, ou d'autres, qui sont victorieux parce que, à ce moment-là, ils expriment la véritable situation de l'homme envers la nature et envers la société et il y a d'autres périodes où ça ne marche pas. Il faut toujours considérer les choses d'un point de vue historique et dans une situation donnée. Ce n'est que lorsqu'ils expriment la véritable situation de l'homme dans la nature et dans la société que les principes peuvent avoir une efficacité. Or, cette situation change d'une façon particulièrement apparente lors des grandes crises qui donnent aux individus une spécificité qui ne préexistait pas. C'est pourquoi, pour Marx, l'homme est un être, comment dire... *zufällig* (contingent, accidentel). Voyez, par exemple, le changement opéré par le capitalisme sur l'existence sociale de l'homme : un baron ou un comte restait toujours un baron ou un comte. Maintenant, si vous considérez la société actuelle, l'homme est un homme tout simplement ; s'il a de l'argent il est capitaliste, s'il n'a plus d'argent il devient prolétaire. Il y a là une énorme différence entre le capitalisme et les sociétés qui l'ont précédé. Si on ne comprend pas ces différences structurales de la société, on ne peut jamais comprendre l'histoire.

Y. B. — *Lorsque, vers 1960, Kostas Axelos et les Editions de Minuit ont fait paraître en français votre livre : Histoire et conscience de classe, vous avez écrit une lettre pour contester l'opportunité d'une telle publication. Pourquoi ? Surtout, que pensez-vous, aujourd'hui, de ce livre ?*

G. Lukács. — Il y a, dans ce livre, beaucoup de choses qui ne sont plus valables aujourd'hui. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut dire que dans *Histoire et conscience de classe* on croit que la dialectique n'existe

que dans la société et qu'il n'y a pas de dialectique dans la nature. D'après mon opinion actuelle, ce n'est pas vrai. La vérité est qu'il y a deux sortes de nature : la nature inorganique et la nature organique, et qu'à partir de ces deux naît la société. Et, entre ces deux, ou plutôt entre ces trois formes de structure de l'être, il y a des relations très compliquées et très concrètes qu'*Histoire et conscience de classe* n'avait pas encore bien étudiées.

Y. B. — *En ce sens, ce livre serait plus incomplet que faux...*

G. Lukács. — Je crois que, dans ce livre, j'avais vu clairement que la dialectique dans la société est autre chose que la dialectique dans la nature ; à ce propos, je n'ai jamais partagé les vues de Engels ; j'ai toujours pensé que ce... disons principe de la négation n'est pas un véritable principe des choses, mais je trouve, en même temps, que nous n'avons pas encore fait de véritables recherches pour étudier les relations entre la dialectique de la société et les dialectiques des formes des êtres qui viennent avant la société. Ici, il nous faudrait beaucoup plus d'analyses concrètes, et des analyses beaucoup plus concrètes que celles qui ont été menées jusqu'à ce jour (19).

Y. B. — *Dans cette perspective, que pensez-vous des positions de Sartre qui ne croit pas à la dialectique dans la nature et qui parle d'une « raison dialectique » ?*

G. Lukács. — Vous savez, Sartre, sur ce point, a commis la même erreur que moi dans *Histoire et conscience de classe*. Mais pour parler d'une dialectique dans la nature ou du contraire, il faut comprendre ce que c'est que la dialectique. Croire, en effet, qu'il existe un système de contradictions dialectiques qui formerait comme une sorte de contrepois à la logique non-dialectique est

(19) Lukács donnait ordinairement aux recherches auxquelles il fait ici allusion le nom d'ontologie ou plus précisément d'ontologie de l'être social.

une opinion naturellement ridicule. Marx a très bien dit que la véritable science, au fond, c'est la science de l'histoire et il nous faut maintenant (ce que nous n'avons pas encore réalisé) faire une analyse entre les trois différentes formes de l'Être et de l'Histoire. Ici, il y a les grandes choses que nous avons encore à accomplir.